

Jean-Michel Blanquer au défi d'une rentrée sous le signe du coronavirus

Paris, 26 août 2020 (AFP) -

Permettre à tous les élèves de reprendre le chemin de l'école tout en garantissant les meilleures conditions sanitaires: Jean-Michel Blanquer, qui fait sa rentrée mercredi, la plus délicate depuis son arrivée au gouvernement, espère concilier ces deux objectifs.

Rarement, la conférence de presse de rentrée du ministre de l'Education, prévue en milieu d'après-midi, aura été aussi attendue.

Lors de ce traditionnel rendez-vous, il va en effet devoir mettre fin aux interrogations qui planent encore sur la rentrée scolaire, en plein rebond de l'épidémie de coronavirus.

Une certitude: elle aura bien lieu mardi prochain, pour les quelque 12,4 millions d'élèves français, au lendemain de la rentrée des professeurs.

Rejetant la semaine dernière son report, réclamé par des syndicats, le ministre martèle que l'éducation n'est "pas une variable d'ajustement" et qu'en priver les petits Français accroîtrait encore les inégalités, creusées pendant le confinement.

Pour permettre la rentrée de tous en septembre, un protocole sanitaire publié en juillet avant le rebond épidémique, a assoupli les règles mises en place pendant la période de déconfinement.

Ainsi la distanciation physique n'est plus obligatoire quand elle n'est pas matériellement possible, de même que la limitation du brassage entre classes et groupes d'élèves.

Pour rassurer des syndicats inquiets d'un protocole devenu obsolète à leurs yeux, le ministre a annoncé la semaine dernière que le port du masque serait systématique à partir du collège, pas seulement lorsqu'il n'y a pas de distance physique.

Depuis cette annonce, le débat a enflé sur la gratuité des masques. L'exécutif, malgré les appels pressants des oppositions, a confirmé mardi au cours d'un Conseil de défense sanitaire la décision de ne pas fournir de masques gratuits aux élèves, sauf pour les plus précaires.

Plusieurs départements, en charge des collèges, et régions, compétentes pour les lycées, ont promis qu'ils allaient en fournir gratuitement aux élèves concernés.

En primaire, les élèves n'auront pas à porter de masque mais le ministre n'a pas exclu de l'imposer d'ici quelque temps aux classes de CM1 et CM2.

Quant aux enseignants, ils devront en porter un, sauf en maternelle.

- Quid de la récré et la cantine ? -

Pour des syndicats, ce durcissement des règles n'est pas suffisant.

"Le point très important concerne la limitation du brassage entre les groupes d'élèves. Le protocole actuel recommande de les limiter, mais ne les interdit pas", a ainsi regretté mardi Guislaine David, nouvelle co-secrétaire générale du Snuipp-FSU, le premier syndicat du primaire.

Parmi les points d'interrogation: les élèves peuvent-ils être mélangés pendant les récréations, les entrées et sorties de classe ou encore à la cantine ?

Pour éviter des contagions au sein d'une école, le syndicat plaide pour que les groupes ne puissent pas se rencontrer.

"Au collège et au lycée, on pourra garantir une étanchéité entre les différents niveaux mais il sera quasi impossible que des élèves de 5ème ou de Seconde, par exemple, ne se mélangent pas", avance Philippe Vincent, secrétaire général du SNPDEN, premier syndicat des chefs d'établissements.

La principale interrogation concerne la marche à suivre en cas de suspicion de Covid-19 au sein d'une école. Le ministre assure que des tests seront réalisés pour "remonter la chaîne de contamination et prendre des mesures d'isolement".

Il a aussi évoqué la possible mise en place de mesures particulières pour l'Ile-de-France ou pour les



Bouches-du-Rhône, où la circulation du virus est plus importante.

En clair, il n'exclut pas de revenir à un système hybride d'enseignement physique et à distance, avec seulement des petits groupes dans chaque classe, ou même à fermer des établissements si nécessaire.

A la rentrée se posera aussi la question d'une nécessaire remise à niveau des élèves, alors que certains ne sont pas retournés en classe depuis la mi-mars.

Le ministre compte sur les évaluations de début d'année pour la mise en place, si nécessaire, de suivis personnalisés.

Les élèves décrocheurs seront "un véritable enjeu pour les enseignants", a d'ores et déjà averti le Snuipp-FSU.

ito-asm/pga/mm/mep

Afp le 26 août 20 à 06 13.